

L'édito

Mobilisation climat, nouveau départ

Les marches climat du 26 septembre – parfois organisées spontanément – n'ont certes pas permis de retrouver le niveau de 2019. Mais la présence de plusieurs milliers de participant·es dans les grandes villes et de centaines d'autres dans des villes moyennes ou plus petites sur l'ensemble du territoire (250 dans l'hexagone et en Corse) nous dit qu'il s'agissait, à défaut de mobilisation massive, d'un nouveau départ après le choc du COVID suivi d'une atonie de la mobilisation.

Les catastrophes estivales ici – mais aussi ailleurs : Maghreb, Népal – ont marqué les esprits : record de pertes humaines et animalières ; destruction des forêts, pollutions aggravées ; conséquences désastreuses pour la faune et la flore, la biodiversité et l'agriculture ; sans oublier les traumatismes des populations concernées et de leurs proches, la sécheresse et ses conséquences. La conscience des enjeux écolo-climatiques – une terminologie qui permet d'imbriquer écologie et climat – ne cesse de grandir.

Après l'été meurtrier des canicules et des incendies, pointons l'incurie des pouvoirs publics, le bilan lamentable de Macron quant aux enjeux écolo-climatiques, le négationnisme trumpiste des droites « républicaine » et néo-fasciste quand à l'existence et aux ravages du réchauffement climatique.



Continuons également de dénoncer les politiques d'austérité injustes sur le plan social, stupides sur le plan économique et aujourd'hui criminelles sur le plan écolo-climatique. Entendons les exigences immédiates des syndicalistes pompiers et des populations concernées sur la protection des forêts et les alternatives en matière de pratiques agricoles et sylvicoles...

Enfin, faisons le lien – passé sous silence par le monde politique et médiatique – entre ces catastrophes et leurs causes : la fuite en avant de la course au profit capitaliste et productiviste.

Ce lien doit s'accompagner de propositions alternatives donnant un contenu à la bifurcation écologique et indiquant un autre lien, cette fois entre résistances et alternatives : abandon des productions fossiles et de leur financement, reconversion écologique et autogestionnaire en productions d'utilité sociale et écologique, sans perte d'emplois.

Dans le désastre de cet été, valorisons les pratiques de solidarité citoyenne et d'auto-organisation prometteuses, significatives d'aspirations à d'autres relations humaines et sociales.

Après les manifestations, dans plusieurs villes se sont tenues des assemblées générales pour donner des suites, et construire des perspectives communes.

Prenons nos affaires en main, par le bas, et sans attendre !

La loi « intégrale » : espoir ou illusion ?

Les feux, la sécheresse, le pape, le budget, la course aux présidentielles... la plupart des médias ont oublié la « loi intégrale » contre les violences sexuelles et sexistes à l'égard des femmes et des enfants. Cependant cette loi, demandée depuis 2004 par les associations féministes, continue son chemin et des rassemblements ont lieu tous les lundis dans de nombreux endroits. La commission parlementaire s'est réunie et a examiné plus de 1 000 amendements. Le nouveau texte sera présenté au parlement le 1er octobre et soumis au vote le 13 octobre.

Il s'agit d'un texte ambitieux, plusieurs avancées renforcent les droits des victimes : meilleur accès à la justice et aux soins, amélioration des enquêtes, spécialisation de la police et de la justice avec formation, protection des enfants, meilleure prise en charge médicale, lutte contre les violences numériques, dispositions concernant les femmes étrangères, les demandeuses d'asile ou les personnes handicapées....

Il faudra toutefois exercer une grande vigilance sur la question des moyens humains et financiers. Ainsi le 1er ministre promet 1,5 milliard réparti sur le budget de l'État et celui de la sécu, sans

qu'on sache s'il s'agit d'argent déjà réparti. En tout état de cause, on est très loin des montants demandés par la CIIVISE et exigés par les associations féministes pour satisfaire les besoins en vue d'une loi vraiment « intégrale ».

Sans argent et sans personnels formés on voit mal comment cette loi pourra s'appliquer efficacement.

En revanche ce qui va pouvoir s'appliquer rapidement ce sont les mesures répressives : augmentation des peines et tutti quanti. **Or on le sait, la menace de sanctions ne dissuade pas les auteurs, l'intervention après les faits ne transforme ni les rapports de domination, ni les normes de genre, ni les conditions économiques qui rendent ces violences possibles.**

La majorité des mesures relève directement de la sphère pénale et répressive. Une faible part concerne l'amont des violences : formation, sensibilisation, dispositif de veille. **C'est tout un système économique, politique et social qui doit être remis en cause et combattu.**

Cependant faut-il jeter le bébé avec l'eau du bain ?

Une contribution à la lutte contre la menace néo-fasciste

Le 8 septembre, notre Réseau a organisé une visioconférence avec Vincent Tiberj, sociologue et auteur de «La Droitisation française : mythe et réalité» (2024). L'auteur y développe qu'il n'y a pas de droitisation de la société, mais plutôt un phénomène qui touche les sphères médiatiques et politiques.

Deux ans après la parution du livre, nous voulions discuter avec Vincent Tiberj de l'actualité de ses thèses. Pour lui, ses analyses de 2024 restent globalement valides, même si des évolutions récentes conduisent à formuler des points d'alerte.

S'appuyant sur des enquêtes sociologiques approfondies, il définit trois critères (indices de tolérance, de préférences culturelles, de préférence sur les choix économiques et sociaux) qui lui permettent de conclure qu'il n'y a pas de « droitisation par en bas ». Tout juste constate-t-il en 2025 un fléchissement de l'indice de préférence économique et sociale, reflet de la place prise dans le débat public par la mise en cause des pauvres et allocataires

Quelles sont les dynamiques à l'œuvre en Afrique de l'Ouest ?

Comment les États répondent-ils à l'aspiration à la souveraineté des peuples ?

Rencontre en visio avec Serigne SARR

Panafricaniste, Environnementaliste et secrétaire général de la fédération sénégalaise des acteurs de l'environnement.

Mardi 13 octobre à 18 h 30

[https://us02web.zoom.us/j/82661151597?](https://us02web.zoom.us/j/82661151597?pwd=ZHLVb2maCh0NwaaKahNI8bEB526xTh.1)
[pwd=ZHLVb2maCh0NwaaKahNI8bEB526xTh.1](https://us02web.zoom.us/j/82661151597?pwd=ZHLVb2maCh0NwaaKahNI8bEB526xTh.1)

du RSA. Les deux autres indices – tolérance et préférences culturelles – résistent.

C'est un vrai paradoxe à un moment où la menace néo-fasciste se fait de plus en plus pressante sur le plan électoral. L'auteur l'explique par deux phénomènes principaux :

- ♦ l'effet de ce qu'il appelle « la grande démission », une prise de distance vis à vis des élections et des partis politiques, plus particulièrement dans les générations post baby boom. Elles connaissent une forte augmentation du nombre de personnes qui se déclarent proches d'aucun parti. Cela ne signifie pas qu'elles n'ont pas de valeurs politiques. Les enquêtes montrent que ces valeurs sont majoritairement plus proches de celles de la gauche que de la droite et de l'extrême-droite. C'est l'offre politique traditionnelle qui correspond de moins en moins à leur culture et leurs attentes.
- ♦ La seconde dynamique à l'œuvre, c'est l'extrême-droitisation de l'électorat conservateur, en particulier chez les « boomers ». Le fait qu'ils votent plus régulièrement que les générations plus jeunes amplifie les résultats électoraux de l'extrême-droite. Laquelle se voit légitimée par la radicalisation d'une droite « républicaine » qui reprend son discours. Y contribuent aussi les médias Bolloré qui, malgré des audiences modestes, finissent pas imprégner les autres médias de leurs thèmes – y compris le service public.

À l'approche des échéances 2027, la leçon de cette rencontre c'est qu'il faudra aller chercher et convaincre ces « démissionnaires » pour battre le RN et ses alliés.

Pour voir la vidéo, cliquez [ICI](#) Code d'accès : 6J.qAe!&

Gaza, trois ans de génocide, amplifier la mobilisation

Le 7 octobre 2023, des commandos palestiniens composés de militants de diverses organisations, notamment du Hamas, défonçaient la barrière de séparation, réputée infranchissable, entre Gaza et le sud d'Israël. Facilement. Trop facilement ? En quelques heures, par les multiples brèches ces commandos investissaient des centaines de km² de territoire israélien, dont plusieurs casernes et kibboutz. Avec 1180 morts côté israélien



(dont 380 membres des forces de sécurité, sans compter les civils armés), 3400 civils et militaires blessés et 250 personnes enlevées (militaires faits prisonniers et civils pris en otage), ce fut la plus violente

attaque de la résistance palestinienne depuis la création de l'État colonial sioniste. Cette attaque a remis la question palestinienne au cœur des relations internationales.

La répression fut d'une violence inouïe, comme jamais le peuple palestinien n'en avait subi et a révélé au monde la nature totalitaire du pouvoir israélien entièrement infiltré par une extrême droite raciste et fasciste qui a procédé à une déshumanisation généralisée des Palestiniens, traités d'« animaux » qu'il faut abattre. Le bilan humain de ces trois années de guerre est dramatique : 74 000 morts, dont 24 000

enfants, 175 000 blessés dont 45 000 enfants, des dizaines de milliers d'amputés, 14 000 disparus, en général morts dans les ruines de leur domicile, et des dizaines de milliers de morts indirects (morts de faim, de froid, de blessures ou de maladies mal soignées...), plus de 85 % de la population a été déplacée une ou plusieurs fois. Le bilan matériel donne une idée de l'ampleur des destructions : plus de 80 % des bâtiments sont en ruines, générant plus de 61 millions de tonnes de gravats, plus de 96 % des terres cultivables ne le sont plus, le coût de la reconstruction devrait s'élever à plus de 62 milliards d'Euros...

Les mobilisations de soutien au peuple palestinien et contre la politique israélienne sont plus que jamais indispensables afin qu'un véritable cessez-le-feu s'établisse dans toute la région et que l'inacceptable statut quo qui perdure dans la bande de Gaza soit transformé en un véritable plan de paix et de reconstruction :

- ♦ boycottons Carrefour qui ne se cache même plus de sa complicité avec le pouvoir et les forces d'occupation sionistes,
- ♦ soutenons la PPL transpartisane pour l'interdiction du commerce avec les colonies en interpellant nos députés afin qu'ils s'engagent à la voter le 19 novembre prochain,
- ♦ participons à la campagne « octobre contre les fournitures d'armes à Israël »,
- ♦ faisons de l'appel international à manifester le 10 octobre de Global Alliance un succès sans précédent.

pour nous contacter : contact@reseaucoopgauchealter.fr